

Après la crise financière, la récession économique

Le Congrès Américain, après des débats tendus entre républicains et démocrates qui ont durés une semaine, a adopté le Plan Paulson de 700 milliards (508 milliards d'euros) pour tenter d'endiguer l'effondrement du système financier.

Pour autant, la crise de 1929 continue à hanter les chancelleries du monde occidental. La crise bancaire ne sera pas jugulée malgré l'adoption de ce plan, qui en réalité, bénéficie plus aux banquiers qu'aux contribuables américains.

Cela n'empêchera pas le chômage de centaines de milliers de salariés qui vont subir de plein fouet les excès d'un système devenu totalement fou et dont les profits virtuels dus à la bulle spéculative viennent de s'évaporer du jour au lendemain.

Les clients de ces mêmes banques ont été expulsés de leur maison, et n'auront malheureusement pas une aide aussi importante de l'Etat fédéral pour se reconstruire un futur dans une société aussi inégalitaire que les USA.

Les banquiers ont agi depuis quelques années, pour servir en priorité le capital en permettant à quelques uns de s'enrichir, sans se soucier, des conséquences que ces fortunes indécentes ne manqueraient pas de provoquer dans l'économie réelle.

Ce plan Paulson a pour but de sauver un système financier, qui n'aurait pas dû être sauvé, car une fois de plus, ceux qui paieront la facture, seront les contribuables, les épargnants et les salariés.

Les restructurations dans le secteur bancaire mondial ne font que commencer et nous devrions assister dans les prochaines semaines, à des faillites et à des rachats à bon prix de quelques établissements qui auront été emportés par ce tsunami financier.

Depuis le début de l'année 2008, les USA ont détruits environ 700 000 emplois et le chômage atteint environ 6,5% de la

population active.

Cette déferlante arrive sur le continent européen et ne fait que commencer, car les effets de la récession se feront sentir dans les prochains mois de façon plus accrue.

Le FMI s'apprête à annoncer des prévisions de croissance à l'échelle mondiale, très en deçà de ses prévisions précédentes.

Les néolibéraux qui vantaient tant l'économie libérale, sont les premiers aujourd'hui à faire appel à l'intervention de l'Etat, pour nationaliser les pertes et sauver le système financier au bord du naufrage.

Ils interviennent pour tenter de sauver leur peau et éviter que les peuples ne se révoltent devant un tel désastre et une telle gabegie, dont aucun économiste ne peut prévoir les dégâts collatéraux, tant sur le plan social que le sur plan économique.

Karl Marx doit se retourner dans sa tombe et doit se demander si son analyse sur le capitalisme n'est pas sur le point de lui donner raison, quand on observe les événements qui se déroulent sous nos yeux.

Les dirigeants du monde occidental qu'ils soient de droite et de gauche ont leur part de responsabilité dans la dérive du capitalisme financier.

Que la droite prône l'économie de marché, rien de moins étonnant, mais que la social démocratie n'ait rien fait pour en corriger et en atténuer ses dérives.

L'économie de marché dans son fonctionnement accentue les inégalités. Le capitalisme même refondé pourrait conduire tout droit à une crise politique et une crise sociale de grande ampleur dans les pays occidentaux.

Le Plan Paulson adopté, ne calmera pas la crainte des investisseurs. Ce plan permettra-t-il de rassurer les marchés ? Rien n'est moins sur.

Les banques ne dispensent plus de crédits et n'osent plus se refinancer entre elles, de peur de ne pas pouvoir faire face à leurs engagements à court terme.

Les banquiers ont été malhonnêtes et ont utilisé les avoirs de

leurs clients pour spéculer sur les marchés (produits dérivés, swaps, LBO, titrisation de créances toxiques) sans parler des hedge funds, qui ont fait des ravages considérables dans l'économie réelle, car la spéculation boursière a entraîné la sphère financière dans une impasse.

En France, on assiste à des réactions étranges de nos gouvernants. Personne n'ose avouer que nous sommes rentrés en récession. On utilise des formules inédites telles que croissance molle, croissance négative, récession technique, pour éviter de dire la vérité aux concitoyens.

On cherche par tous les moyens à éloigner le spectre de la récession, alors que celle-ci est bien réelle.

La récession commence à peser sur les entreprises en les empêchant d'investir pour créer les emplois dont on aurait bien besoin nos économies.

L'assèchement du crédit sans l'économie entraîne inexorablement la société vers une crise sans précédent et aux conséquences incalculables sur les ménages, les consommateurs et les acteurs de la vie économique.

A entendre nos politiques et les économistes « avisés », l'Europe ne devait être pas touchée par la crise américaine.

D'après leurs dires, Les banques européennes étaient plus solides, avec une meilleure maîtrise du risque. Celles-ci ont toutes été touchées, malgré les déclarations rassurantes des Autorités de chaque Etat membre de l'Union Européenne.

En Angleterre, le gouvernement a dû nationaliser certaines d'entre elles, pour leur éviter une faillite (Northern Rock, Bradford and Bingley etc..).

En Allemagne, le plan de sauvetage de 35 milliards d'euros pour sauver la banque Hypo Real Estate ne semble pas suffisant et devrait être renégocié.

La Belgique, les Pays- Bas et le Luxembourg ont dû intervenir pour nationaliser FORTIS , qui se trouve aujourd'hui démanteler, en commençant par les activités de ABN AMRO qui avaient été rachetées en 2007 au travers du Consortium RBS, Fortis et Santander, soit une première facture de 11,2 milliards d'euros.

Les Pays-Bas ont annoncé vendredi dernier le rachat des banques et d'assurance de Fortis pour un montant de 16,5 milliards d'euros.

En France, les actifs des banques ont été dépréciés d'environ 20 milliards d'euros depuis le début de l'année 2008.

La banque DEXIA, spécialisée dans le financement des collectivités locales et présente, en France, en Belgique et au Luxembourg, a été nationalisée par les Etats susmentionnés qui ont dû injecter environ 6,5 milliard d'euros pour lui éviter une faillite certaine.

Tous ces sauvetages auront des répercussions sur les finances publiques et provoqueront de facto des réductions d'effectif, que nous ne sommes pas capables d'évaluer à ce jour.

En France, on envisage de se servir des dépôts des français placés sur les livrets A pour réinjecter des liquidités dans le système bancaire, alors que ces fonds devraient servir à financer le logement social.

Cette crise touche de plein fouet des secteurs importants de notre économie tel que le bâtiment.

Par exemple, environ 30.000 familles ayant contracté des prêts relais dans l'attente de la revente d'un bien pour en acquérir un autre, pourraient se retrouver dans l'incapacité de faire face à leurs engagements et seraient donc sous la menace d'une saisie immobilière.

La gravité de la crise devrait frapper à grande échelle bon nombre de foyers qui pourrait se retrouver en surendettement et par là même augmenter la précarité, la paupérisation qui ne cesse de croître dans les pays occidentaux.

Tous les ingrédients sont réunis pour revivre la crise de 1929 sans que nous puissions en mesurer à ce stade les répercussions sur le plan social.

Aux états Unis, une autre banque en grande difficulté Wachovia fait l'objet d'un rachat par Well Fargo.

La liste des fusions et des faillites risque de s'allonger dans les mois qui viennent.

Les quatre pays européens du G8 se sont réunis à Paris pour tenter de trouver des solutions communes pour

répondre à la crise financière mondiale.

Tout le monde veut aujourd'hui moraliser le capitalisme, imposer des normes communes permettant d'éviter les comportements délictueux de banquiers qui avaient perdu le sens de la mesure.

Nous devons réguler pour revoir les règles du capitalisme financier. Les grandes institutions volent au secours du capitalisme pour le sauver d'une faillite annoncée, tant les intérêts des exploités divergent avec les intérêts des exploités.

L'exploitation de l'homme par l'homme comme le dénonçait Karl Marx est malheureusement toujours d'actualité.

Le malheur, c'est que le capitalisme porte en son sein, la démesure et ne connaît aucune morale, quand il s'agit de chercher par tous les moyens le profit.

En France encore, l'UMP le parti du Président, continue à nier la récession et on entend François Fillon nous dire que le Pouvoir a pris ses responsabilités face à une crise qui lui a été imposée.

Ce qu'il oublie de dire, c'est qu'en réalité, la France conduit une politique libérale qui a échoué aux Etats Unis et porte en elle, les mêmes symptômes que la crise américaine, qui s'est étendue à l'ensemble de la planète.

Il ne suffit pas de critiquer les Etats Unis et ne pas vouloir admettre que la politique que l'on mène dans son propre pays, ne fait qu'aggraver la condition de vie de ses concitoyens.

Il est grand temps que nous prenions des mesures à la hauteur de la crise que nous traversons.

La suppression des parachutes dorés ou des stocks options ne sera pas un remède suffisant pour ramener la sérénité sur les places financières et redonner la confiance aux investisseurs et permettre à tout à chacun de vivre décemment.

La crise a révélé que ces reflexes nationalistes resurgissent pour éviter la panique des populations inquiètes des événements actuels.

L'Irlande a adopté une loi mettant en œuvre une garantie gouvernementale illimitée à ses principales banques, faisant

réagir les autres états membres de la Communauté Européenne. Les grands argentiers et les pays du G8 doivent mettre en œuvre des solutions sur le plan mondial avec le concours des pays émergents, pour éviter que la crise financière ne se termine pas par une crise économique aux effets bien plus dévastateurs que le devenir de Wall Street ou de la City.

Toutes les places financières se sont effondrées, lundi matin, malgré l'adoption du plan Paulson et de la réunion des quatre pays européens du G8 (Allemagne, Angleterre, Italie et France) qui s'est tenue à Paris le 4 novembre 2008 en présence de Jean Claude Trichet (de la BCE) , de Jean Claude JUNKER de l'Eurogroupe et de José Barroso de la Commission Européenne.

En réalité, tous les observateurs économiques ont constaté que l'Europe n'était pas à la hauteur de la crise financière mondiale.

Il en est ressorti des mesures sur le plan national, qui n'ont nullement rassuré les investisseurs.

A Paris, le CAC 40 a connu sa plus forte baisse, soit 9,04% depuis sa création en 1988. A Londres le Footsie a terminé en baisse de 7,85%, la Bourse d'Amsterdam clôturait également en baisse de 9,14%, sans parler du DAX qui a terminé en baisse de 7,07%.

Les bourses asiatiques ont baissé en moyenne de 5%.

Toutes les valeurs bancaires ont été fortement attaquées, comme par exemple Hypo Real Estate , la quatrième banque Allemagne, qui perdait à l'ouverture 50% pour terminer à - 35,1% en fin de séance.

Le Dow Jones est redescendu sous les 10 000 points pour la première fois depuis octobre 2004.

Rien ne semble arrêter l'effondrement des marchés, malgré l'intervention massive des banques centrales qui tentent par tous les moyens de réinjecter des liquidités pour relancer les opérations interbancaires.

Personne ne peut prédire aujourd'hui, ce qui pourrait se passer les jours prochains, tant cette crise semble incontrôlable et profonde.

Fabrice Letailleur